

La voix de l'Opposition de gauche

En famille chez les deux gauches. Le Front de gauche veut mettre la main à la pâte ou les mains sales. Ou comment légitimer les institutions du capital.

29.01.2013

Hollande, le gouvernement, les institutions de la Ve République discrédités, minoritaire, il faut bien venir à leur secours, ce ne sont pas les bonnes volontés qui manquent.

- Le secrétaire national du PCF Pierre Laurent a appelé aujourd'hui le gouvernement à "*laisser respirer le débat*" à gauche, au Parlement, en particulier sur le récent accord sur l'emploi, pour ne pas gouverner comme on le "*reprochait à Sarkozy*".

"On a pendant cinq ans reproché à (l'ancien président) Sarkozy d'imposer des lois en disant aux parlementaires: + il n'y a plus rien à discuter, faut les adopter+", a déclaré M. Laurent à des journalistes à Cenon, près de Bordeaux. "On était tous ensemble, la gauche, pour contester cette manière de gouverner. On va pas se l'appliquer à nous-mêmes, quand même !" AFP 26.01

Lors du vote du TSCG pratiquement tous les partis et groupes politiques se réclamant de la classe ouvrière s'étaient adressés aux parlementaires, nous avons estimé cette démarche comme opportuniste et menant dans une impasse, donc renforçant chez les travailleurs et les militants l'impression qu'il était impossible de vaincre le capitalisme et ses institutions, qu'il n'existait aucune solution politique à la crise du capitalisme, autrement dit que cette ligne politique conduisait à la démoralisation des travailleurs et à la démobilisation des militants, donc servait directement les intérêts du régime en place, et que dans ces conditions peut-être qu'il était inutile de continuer le combat.

Voilà qu'ils remettent cela cette fois avec l'accord patronal du 11 janvier.

Souvenez-vous, à l'époque du TSCG nous avons qualifié cette démarche de grotesque parce que même si certains députés du PS ne votaient pas le TSCG, ceux de l'UMP et de l'UDI joindraient leurs votes à celui de la majorité des députés du PS et le TSCG serait adopté.

Dans le cas présent, le Medef ayant applaudi des deux mains cet accord, l'UMP et l'UDI vont le voter avec l'immense majorité des députés du PS et ses satellites et il ne peut pas en être autrement.

Cela signifie qu'il n'existe aucune solution politique dans le cadre institutionnel qui est cadencé par le PS et son allié, l'UMP, donc persister en toute connaissance de cause dans cette voie aboutira au même résultat qu'avec le TSCG et doit être qualifié au même titre d'opportuniste et le mot est faible (contre-révolutionnaire), cela dépasse l'entendement, cela prouve aussi que tous ceux qui se placent dans cette perspective démontrent qu'ils sont incapables de définir une stratégie pour combattre le capitalisme et ses institutions, finalement ils ne font guère mieux que les dirigeants des syndicats qui se plient volontiers aux exigences du patronat.

Ils en sont à demander à leur bourreau qui a signé leur arrêt de mort de les gracier, on croit rêver ! C'est leur incurie politique qui s'étale sous nos yeux.

Nous sommes résolument et farouchement contre toute initiative en direction de Hollande, des différents ministères, des députés, des élus du PS ou d'autres partis, car au lieu de montrer aux travailleurs dans quel camp ils sont et les intérêts de quelle classe ils représentent, que les travailleurs n'ont rien à en attendre, cette démarche ne sert qu'à alimenter ou créer des illusions dans les institutions bonapartistes et antidémocratiques de la Ve République.

Cet opportunisme effréné dans lequel versent les uns et les autres est la combinaison à la fois de leur incapacité à analyser la situation en prenant en compte tous les facteurs, et de leur abandon de l'objectif du combat du mouvement ouvrier, abattre le capitalisme et son Etat, ce qui explique et permet de comprendre également la profonde division de l'avant-garde qui se traduit à son tour par une multitude de partis et groupes ou groupuscules de militants se réclamant du socialisme, qui finalement (à l'arrivée) n'ont comme seul point commun : l'opportunisme, ils en font la démonstration sous nos yeux, il suffit de les ouvrir et d'observer pour le constater

Plus fort encore, alors même qu'ils avancent la même initiative, ils sont incapables de se mettre d'accord pour y appeler en commun, vous avouerez qu'à ce stade il est légitime d'évoquer un opportunisme effréné, acharné, pour ainsi dire enragé, fanatique, ils figolent, ils mettent un point d'honneur à mener les travailleurs et les militants dans une impasse sans autre perspective, c'est effarant de constater qu'ils ne s'en aperçoivent même pas, quel gâchis et surtout quelle perte de temps pour les millions de travailleurs qui n'en peuvent plus, apparemment ils n'y pensent pas vraiment !

Pour la suite, je vous renvoie aux causeries des jours précédents, j'ai autre chose à faire que répéter sans cesse la même chose. Hier j'ai fourni un axe de combat précis et argumenté, reportez-vous y ou faites ce que vous voulez. Surtout n'allez pas dire que je n'aurais proposé aucun axe politique d'intervention dans la lutte des classes ou aucune perspective ce serait un grossier mensonge, dites plutôt que vous l'avez rejeté sans daigner l'étudier sérieusement ce sera plus correct.

A signaler que les groupes CCI-T et Bolchevik et la Tendance Claire du NPA ont adopté des positions proches de la mienne. Si vous connaissez d'autres groupes de militants ou tendances du mouvement ouvrier dans ce cas-là, s'il vous plaît ayez la gentillesse de me communiquer cette information, les militants doivent savoir qu'ils ne sont pas seuls ou une infime minorité à rejeter l'opportunisme qui consiste à se tourner vers le gouvernement ou les institutions pour résoudre les problèmes des travailleurs, alors qu'ils en portent la responsabilité. Ainsi d'ailleurs que toute initiative allant dans ce sens. Merci d'avance pour eux.